

REVUE  
HISTORIQUE  
DES  
ARMÉES

## Revue historique des armées

243 | 2006  
France-Suisse

---

# Aspects de la situation stratégique de la Suisse entre 1797 et 1804

Jürg Stüssi-Lauterburg

Traducteur : Niklaus Meier

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/4962>

ISBN : 978-2-8218-0498-2

ISSN : 1965-0779

### Éditeur

Service historique de la Défense

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2006

Pagination : 4-9

ISSN : 0035-3299

### Référence électronique

Jürg Stüssi-Lauterburg, « Aspects de la situation stratégique de la Suisse entre 1797 et 1804 », *Revue historique des armées* [En ligne], 243 | 2006, mis en ligne le 27 novembre 2008, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/4962>

---

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

© Revue historique des armées

---

# Aspects de la situation stratégique de la Suisse entre 1797 et 1804

Jürg Stüssi-Lauterburg

Traduction : Niklaus Meier

---

- 1 Entre 1796 et 1797, après les triomphes du général Bonaparte sur les armées autrichiennes en Italie du Nord, se pose la question de savoir comment intéresser l'Empire autrichien, humilié, mais pas anéanti, ni privé de son allié réel, la Grande-Bretagne, et de son allié potentiel, la Russie, à une paix durable avec la République française, victorieuse. La réponse, quelque peu retardée en raison de la crise politique interne de la France qui débouche le 18 fructidor an V (4 septembre 1797) sur un coup d'État, est l'attribution de la République neutre de Venise à l'Autriche, et de la Confédération helvétique avec tous ses pays alliés, y compris le Valteline à la France, mais pas les Grisons<sup>1</sup>. Cette répartition territoriale constitue la base de la paix de Campo Formio, signée à Passariano en octobre 1797.
- 2 L'intérêt de Bonaparte pour la Confédération suisse s'explique par trois raisons : la possibilité de prendre à son service des troupes suisses, de se saisir des trésors bien fournis des cantons, en particulier de celui de Berne, et, raison principale, de prendre le contrôle des cols alpins valaisans, sur le chemin le plus court entre Paris et Milan.
- 3 En novembre 1797, Bonaparte effectue une reconnaissance à travers la Suisse, décision bizarre, puisque la France se trouve toujours en paix avec la Confédération helvétique. Ce voyage le mène de Genève jusqu'à Bâle via Lausanne, Morat, Berne, Fraubrunnen (où l'on montre encore au restaurant Brunnen la chambre qu'il a occupée), Soleure. Il poursuit ensuite sa route jusqu'à Rastatt. Il constate que la Suisse, pays compliqué réunissant à la fois des éléments aristocratiques et démocratiques, basé sur une souveraineté cantonale quasi illimitée, composé de treize entités territoriales et de leurs alliés, est mûre pour la révolution et la conquête.
- 4 L'agitation révolutionnaire ne parvient toutefois pas à franchir, en direction de l'est, la ligne Martigny – Payerne – Bienne – Bâle, mais les troupes françaises occupent les cantons de Soleure et de Fribourg (il y a peu d'opposition) le 2 mars 1798, trois jours avant Berne, qui se défend de façon nettement plus véhémente. Puis vient l'occupation du reste

de la Suisse, à l'exception des Grisons, attribués aux Autrichiens. La République helvétique une et indivisible, imposée par Paris, rencontre cependant une importante résistance, dont la première phase culmine et s'achève le 9 septembre 1798, avec les combats des Nidwaldiens contre une force française huit à dix fois supérieure.

- 5 Les Français contrôlent physiquement le pays : leurs troupes peuvent utiliser les axes routiers suisses, les trésors publics des cantons ont été saisis, un traité d'alliance militaire et de défense a été conclu avec le gouvernement helvétique, qui se trouve totalement dépendant de la France. L'impact moral de la résistance suisse atténue ces avantages de l'envahisseur français et risque même de les transformer en inconvénients, les vives protestations de Johann Caspar Lavater : « *Le pouvoir n'octroie pas la justice. Cent mille soldats ne sont pas un argument pour la raison de faire juste une injustice.* », le ton pris par les délibérations du Parlement de Westminster « *les braves Suisses* », les propos de George Washington et la résolution anti-française du Sénat américain. Paul Barras, homme d'influence en 1798, en arrivera à une conclusion rétrospective en soutenant que « *la révolution d'Helvétie a peut-être augmenté le nombre de nos ennemis (...)* ». <sup>2</sup>
- 6 Certes, le pouvoir français sur la Suisse perdure <sup>3</sup>, mais le traité de Campo Formio, signé avec l'Autriche le 18 octobre 1797, n'est plus respecté par les deux parties. En témoignant l'attaque française contre les Grisons et le Tirol au printemps 1799, les insurrections suisses, l'arrivée d'un grand nombre d'exilés suisses conservateurs auprès de l'ancien avoyer<sup>4</sup> Niklaus Friedrich von Steiger et leur engagement dans l'armée de l'archiduc Carl et, surtout, l'avance des troupes autrichiennes jusqu'à Zurich en juin 1799, ainsi que le franchissement des Alpes par Alexandre Suworow, à la tête d'une armée russe, afin d'opérer sa jonction avec Alexandre Rimski-Korsakow, qui se trouve près de Zurich. Les Austro-Russes s'étaient emparés du massif du Saint-Gothard en mai-juin 1799, mais en avaient été chassés par les Français en août, ce qui a retardé, en septembre, Suworow, assez longtemps dans les Alpes pour permettre à Masséna de gagner la deuxième bataille de Zurich sur Rimski-Korsakow.
- 7 Napoléon Bonaparte, revenu de sa campagne d'Égypte, devient Premier consul après le coup d'État du 18 brumaire de l'an VII (9 novembre 1799). Pour ses campagnes, il peut utiliser la Suisse en tant que base opérationnelle comme il l'a envisagé en novembre 1797. En 1800, les forces françaises partent en effet depuis la République helvétique en direction du nord et du sud, et le mouvement de l'armée de réserve par le col du Grand-Saint-Bernard, le 16 mai 1800, représente un paramètre décisif pour la victoire de Marengo, par conséquent pour la paix de Lunéville.
- 8 Les termes employés dans les documents officiels de l'époque démontrent clairement qu'une participation des Suisses aux grandes décisions stratégiques n'est même pas envisagée. Les consuls décident ainsi le 5 mai 1800 : « *Les Consuls de la République arrêtent : Article 1<sup>er</sup>.- Le Valais fera partie de l'Armée de réserve.* » <sup>5</sup>
- 9 Le 9 février 1801, lors de la conclusion de la paix de Lunéville, Bonaparte vise toujours à empêcher l'influence autrichienne de se faire sentir en Suisse. Cependant, l'article 11 du traité contient une stipulation qui peut être interprétée de façon différente. Pas étonnant, puisque la France et l'Autriche ont participé à sa rédaction : « *Art. 11. Le présent Traité de paix, notamment les articles 8, 9, 10 et 15 ci-après, est déclaré commun aux républiques Batave, Helvétique, Cisalpine et Ligurienne. Les Parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance desdites républiques, et la faculté aux peuples qui les habitent d'adopter telle forme de Gouvernement qu'ils jugeront convenable.* »

- 10 Sur la base de ce principe d'indépendance et d'autodétermination intégré dans le droit international public, le Royaume-Uni conclut, *rebus sic stantibus*, la paix d'Amiens le 25 mars 1802. Le même principe amène les Français à retirer leurs troupes de la République helvétique, non sans en avoir détaché le Valais pour le déclarer *pro forma* indépendant ; en réalité, celui-ci devient un État-satellite de la France. En Suisse, cette situation nouvelle crée les conditions d'une insurrection qui balaie le régime helvétique et lui substitue une Confédération récemment constituée <sup>6</sup>.
- 11 Bonaparte ne veut pas reconnaître une Confédération suisse indépendante ; il y déploie à nouveau ses troupes. Le Royaume-Uni n'est cependant pas prêt à admettre sans combat une domination française sur les axes alpins suisses, ce dont témoigne une des six exigences que la diplomatie britannique adresse à la France à l'hiver 1802-1803 : « *Les forces françaises doivent quitter la Suisse.* » Bonaparte ne l'accepte pas, si bien que le Royaume-Uni déclare la guerre à la France en mars 1803, ce que le roi George III justifie de la manière suivante, dans son discours du 18 mai : « *Ils [les Français] ont envahi le territoire suisse en période de paix et violé l'indépendance de la nation suisse (...).* »
- 12 À Vienne, l'archiduc Carl considère que la nouvelle occupation de la Suisse par la France aura « *les conséquences les plus néfastes pour la sécurité de notre monarchie* ». Ce n'est, certes, pas la raison principale de la reprise de la guerre entre la France et l'Autriche en 1805, mais cette occupation a eu une influence, même si la guerre est déclarée par Napoléon.
- 13 La construction de la route du Simplon sous le Consulat et sous l'Empire et la traversée du Valais par des troupes autrichiennes vers la fin de l'épopée napoléonienne montrent combien il est dans l'intérêt commun des puissances européennes de considérer le Valais comme territoire suisse et de reconnaître la neutralité perpétuelle de ce pays. Dès lors, la neutralité attentive et armée de la Suisse, petit État au cœur du vieux continent, assure, depuis 1815, la sécurité des transversales alpines contre l'emprise d'agresseurs potentiels, certes dans l'intérêt de la Suisse, mais certainement aussi au bénéfice de l'Europe et, peut-être du monde...

---

## NOTES

1. LUGINBÜHL (Hans und andere), *Vivat das Bernerbiet Bis an d'r Welt ihr End!* Lenzburg, Merker im Effingerhof, 2000.

2. *Ibidem*, p. 366.

3. MUNDAY (Richard und andere), *Weltgeschichte im Hochgebirge*, Lenzburg, Merker im Effingerhof, 1999.

4. Ndlr : Dans les villes municipales suisses, l'avoyer devint dès le XV<sup>e</sup> siècle le premier magistrat de la ville et le représentant des autorités du canton.

5. OGI (Adolf und andere), *Bonapartes Sprung über die Alpen*. Beilage zur ASMZ n° 3, März 2000, Frauenfeld, Huber.

6. STÜSSI-LAUTERBURG (Jürg), *Föderalismus und Freiheit, der Aufstand von 1802; ein in der Schweiz geschriebenes Kapitel Weltgeschichte*. Brugg, Effingerhof, 1994.

---

## RÉSUMÉS

Le 9 février 1801, le traité de Lunéville contient une stipulation qui peut être interprétée de façon différente. Cela n'est pas étonnant, puisque la France et l'Autriche ont participé à sa rédaction : « *Art. 11. Le présent Traité de paix, notamment les articles 8, 9, 10 et 15 ci-après, est déclaré commun aux républiques Batave, Helvétique, Cisalpine et Ligurienne. Les Parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance desdites républiques, et la faculté aux peuples qui les habitent d'adopter telle forme de Gouvernement qu'ils jugeront convenable.* » Sur la base de ce principe d'indépendance et d'autodétermination, le Royaume-Uni conclut la Paix d'Amiens le 25 mars 1802, et les Français retirent leurs troupes de la République helvétique. En Suisse, cette situation nouvelle crée les conditions d'une insurrection qui balaie le régime helvétique et lui substitue une Confédération nouvellement constituée. Mais Bonaparte ne veut pas reconnaître une Confédération suisse indépendante ; il y déploie donc à nouveau ses troupes. Le Royaume-Uni, qui n'est pas prêt à admettre une domination française sur les axes alpins suisses, déclare la guerre à la France en mars 1803.

*Aspects of Switzerland's strategic position between 1797 and 1804. The Treat of Lunéville of 9 February 1801 contained a stipulation that is open to differing interpretations. This is unsurprising as both France and Austria had taken part in its drafting: "Article 11. The present Peace Treaty, notably articles 8, 9, 10 and 11 that follow, is hereby declared applicable to the Batavian, Helvetic, Cisalpine and Ligurian republics. The Contracting Parties together mutually guarantee the independence of the aforesaid republics, and the ability of the peoples who inhabit them to adopt whatever form of governance they judge appropriate."* On the basis of this principle of independence and self-determination, Great Britain concluded the Peace of Amiens on 25 March 1802, and the French withdrew their troops from the Helvetic Republic. In Switzerland this new situation created the conditions for an insurrection that swept aside the existing Helvetic regime and replaced it with a newly constituted Confederation. Napoleon Bonaparte did not want to recognize an independent Swiss confederation; he therefore sent French troops back into the territory. Great Britain was not prepared to accept French domination of Switzerland's trans-Alpine communication routes and declared war on France in March 1803.

Il 9 febbraio 1801, il Trattato di Lunéville contiene una stipulazione che può essere interpretata in maniera differente. Ciò non deve sorprendere, poiché la Francia e l'Austria hanno partecipato alla sua redazione : « *Art. 11. Le présent Traité de paix, notamment les articles 8, 9, 10 et 15 ci-après, est déclaré commun aux républiques Batave, Helvétique, Cisalpine et Ligurienne. Les Parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance desdites républiques, et la faculté aux peuples qui les habitent d'adopter telle forme de Gouvernement qu'ils jugeront convenable.* » Il 25 marzo 1802, sulla base del principio d'indipendenza e d'autodeterminazione, il Regno Unito conclude la Pace di Amiens e i Francesi ritirano le loro truppe dalla Repubblica elvetica. In Svizzera, questa nuova situazione crea le condizioni per un'insurrezione che spazza via il regime elvetico e gli sostituisce la Confederazione di recente costituzione. Bonaparte non vuole riconoscere una Confederazione svizzera indipendente ; schiera dunque nuovamente le sue truppe. Il Regno Unito non è pronto ad ammettere una dominazione francese sugli assi alpini, e dichiara la guerra alla Francia nel marzo del 1803...

Am 9. Februar 1801 enthält der Vertrag von Lunéville eine Bestimmung, die auf verschiedene Art und Weise ausgelegt werden kann. Nicht verwunderlich, haben doch Frankreich und Oesterreich an der Redaktion teilgenommen: "Art. 11. Der vorliegende Friedensvertrag, insbesondere die Artikel 8,9,10 und 15 nachstehend, gilt gemeinsam für die Batavische-, Helvetische-, Cisalpine- und Ligurische-Republik. Die vertragschliessenden Parteien garantieren sich gegenseitig die Unabhängigkeit der erwähnten Republiken und die Fähigkeit der sie bewohnenden Völker, diejenige Regierungsform anzunehmen, welche sie als angemessen betrachten." Auf der Basis dieses Grundsatzes der Unabhängigkeit und Selbstbestimmung, schloss das Vereinigte Königreich am 25. März 1802 den Frieden von Amiens und die Franzosen zogen ihre Truppen aus der Helvetischen Republik zurück. In der Schweiz führt diese neue Situation zu den Bedingungen, die das Helvetische Regime hinwegfegen und durch eine neu etablierte Eidgenossenschaft ersetzen. Bonaparte will eine unabhängige Schweizerische Eidgenossenschaft nicht anerkennen; er entfaltet auf's neue seine Truppen. Das Vereinigte Königreich ist nicht bereit eine französische Beherrschung der schweizerischen Alpentransversalen zu akzeptieren und es erklärt im März 1803 Frankreich den Krieg...

## INDEX

**Mots-clés** : stratégie, Suisse

## AUTEURS

### JÜRIG STÜSSI-LAUTERBURG

Vice-président de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires, il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la Suisse.